

“Celui qui combat peut perdre mais celui qui ne combat pas a déjà perdu”

EDITO:

Cher(e)s camarades,

Avant tout chose, nous venons vous souhaiter chaleureusement à chacun d'entre vous, ainsi qu'à vos proches, nos meilleurs vœux pour 2022.

Que cette nouvelle année réponde à tous vos souhaits et à toutes vos préoccupations. Qu'elle vous préserve des aléas de la vie et qu'elle vous satisfasse tant du point de vue personnel que professionnel.

2022 sera une année importante qui marquera, nous l'espérons, la fin ou du moins l'atténuation des effets de cette pandémie qui nous gâche la vie, dégrade le vivre ensemble et fracture encore plus notre société déjà bien abîmée.

Rêvons un peu et espérons aussi que 2022, malgré les élections à venir, mettra fin au vent mauvais qui contamine le débat public et politique ces derniers mois encore plus qu'à l'accoutumée. Ce débat est régulièrement souillé par une constante, poussée par certains hommes politiques et relayée par certains médias : l'autre vu comme un bouc émissaire, la haine de l'autre.

L'altérité dans ses formes les plus multiples est vue comme une menace : les migrants, les chômeurs, les pauvres, les non vaccinés ... Mais comment peut-il en être autrement alors que beaucoup de nos hommes publics prônent pour de nombreux problèmes complexes des solutions simplistes avec une antienne : l'exclusion de l'autre au vu de sa ou ses différences et en traitant ces différences avec mépris ; le chômeur est forcément fainéant et mérite d'être sanctionné s'il ne trouve pas du travail ; l'arrivée de 20 000 migrants générerait de l'insécurité et ne serait pas tenable économiquement pour un pays riche de 67 millions d'habitants ; il faut donc les expulser...

Certaines craintes de certaines catégories de la population peuvent être légitimes en ces temps troublés mais pourquoi toujours avoir peur du plus petit, du plus faible, du plus pauvre que soi ?

Certains plus que d'autres, d'extrême droite notamment, soufflent sur les braises des craintes d'une partie de la population.

Solidaires Finances Publiques, apolitique, ne se lancera pas dans un débat politique et n'appellera pas à voter pour un candidat. Mais au vu de nos valeurs pour une société plus égalitaire, plus juste, plus fraternelle, nous lutterons toujours contre toutes les idées de haine, de racisme et de division véhiculées notamment par l'extrême droite.

Nous préférons toujours l'éclatante beauté du printemps de la fraternité à l'hideuse rigueur de l'hiver de la haine et la division.

Tu vœux ou tu vœux pas !

Comme à chaque début de nouvelle année, les vœux sont un passage obligé. Il y a les vœux sincères et les exercices de pure communication. C'est la deuxième option qu'a choisi notre Directeur Général mais nous n'en sommes guère étonnés.

Pour commencer et pensant nous endormir, il débute son discours en nous passant un peu de pommade, nous félicitant et nous rappelant le travail exceptionnel que nous avons tous accompli. En reprenant à son compte les beaux mots de certains de nos dirigeants politiques depuis le début de cette crise sanitaire, en indiquant que les agents de la DGFIP ont été et sont indispensables. Mieux, sans nous, la crise aurait été pire et une fois encore nous avons su nous adapter.

Nous sommes, bien entendu, entièrement d'accord avec ce constat.

Mais nous voudrions rappeler à « notre cher DG », que ce n'est pas la première fois que les personnels de la DGFIP se sont adaptés aux évolutions souvent destructrices de notre administration. Nous le faisons au quotidien depuis plus de 10 ans face aux restructurations et aux suppressions d'emplois incessantes qui dégradent toujours plus les conditions de travail. Nous nous sommes adaptés pour assurer au mieux nos missions de service public.

Et 2022, les remerciements ne suffisent plus. Notre utilité, notre technicité, notre sens du service public méritent plus que ça. C'est désormais une véritable revalorisation de notre rémunération et de meilleures conditions de travail que nous attendons. C'est sans doute pour nous récompenser de cette exemplarité que le point d'indice ne bouge pas depuis 5 ans, que la perte de notre pouvoir d'achat est énorme sur les 20 dernières années, que les salaires de cadre C en début de carrière n'atteignent même pas le SMIC, qu'on nous vire de nos services « restructurés » pour aller bosser à 50 bornes de la maison ...

Et cerise sur le gâteau dans l'indécence et le foutage de gueule, après ces quelques mots de remerciements, le Directeur Général ose vanter l'ensemble des réformes destructrices qu'il a mis en place. Et personne ne sera surpris d'apprendre que ces réformes nous sont vendues une nouvelle fois comme un renforcement de notre réseau pour soi disant mieux répondre aux usagers. Tout y est ou presque dans le langage technocratique et la langue de bois: l'externalisation du paiement chez les buralistes; la dématérialisation accrue; le Nouveau Réseau d'éloignement... pardon de proximité.

Nous constatons, en revanche, qu'il omet volontairement de parler des suppressions de nos centres des finances publiques, des trésoreries, des fusions de services, des délocalisations des missions, des 1 506 nouvelles suppressions d'emplois que nous subirons au 1er septembre 2022, de la contractualisation de plus en plus importante ... Soit une perte de mémoire, soit un Alzheimer précoce sûrement...

Monsieur le Directeur Général, 4 minutes 51 de vidéo pour débiter autant de propos insincères, de platitudes et d'inexactitudes, un message écrit vite fait, envoyé aux agents sur leur messagerie et lu par environ 10% d'entre eux au vu de leur exaspération et de votre crédit, aurait suffi.



Liquidation à la DGFIP: tout doit disparaître ...ou presque!!!

En guise de cadeaux pour nous remercier, ce sont bien 1506 emplois qui vont encore être supprimés à la DGFIP en 2022.

La seule réponse de la DGFIP à l'investissement sans faille des agents durant cette crise sanitaire qui n'en finit pas, est de continuer la mise en œuvre d'un plan social qui depuis des années ne dit pas son nom !

La DGFIP a supporté, à elle seule, 7 fois plus de suppressions d'emplois que l'ensemble de la fonction publique ces 5 dernières années ! Plus de 20 000 suppressions en 10 ans (40 000 suppressions en 20 ans) !

La seule réalité est que les agents continuent de n'être considérés que comme une variable d'ajustement budgétaire ! Cette exemplarité dans la destruction de l'outil de production est absurde dans une administration aussi rentable socialement qu'économiquement !

La Loire va devoir supporter 16 suppressions en 2022 (74 suppressions en 5 ans) :3A+,1A,5B et 8C avec la création d'un IP.

Par un tour de passe passe, la direction affiche dans ces documents un solde positif d'emplois dans la Loire après les suppressions !!! Ne soyons pas dupes, ce solde positif d'emplois dans la Loire est dû à l'implantation de 17 emplois au Service National d'Enregistrement à Roanne qui ne sont que des transferts d'emplois supprimés ailleurs, au transfert de 4 emplois de la DGDDI (donc supprimés à la DGDDI) et de 2 emplois du Rhône (donc supprimés dans la Rhône). Ce sont donc bien **16 suppressions nettes d'emplois dans les autres services départementaux en particulier et à la DGFIP en général !!**

L'ambition » de la DGFIP se borne à une frénétique politique restrictive de réduction des dépenses. Quelle fantastique et innovante source de motivation pour un collectif de travail !?Il s'agit là d'une politique d'un autre temps, d'une politique passéiste en somme !

Vos élus SOLIDAIRES, au contraire de certains autres syndicats, n'ont pas participé au CTL « emplois » des 11 et 20 janvier 2022. Les mascarades et parodies de dialogue, très peu pour nous !!!

Les stats, les stats, les stats !!! :

Suite à la demande du premier ministre de mettre au télétravail 50 % des effectifs chaque jour afin de lutter contre la propagation du 25ème variant et de la 25ème vague du covid, la direction générale et donc la direction départementale ont répercuté cette commande gouvernementale sur les différents services.

Alors, nous ne contestons en rien cette mesure utile pour endiguer la vague, cette nécessité d'être moins nombreux dans les services pour diminuer les risques de contamination au travail.

Mais un peu de souplesse de la direction ne nuirait pas. La direction semble arc-boutée sur le pourcentage (surtout ne pas descendre un seul jour sous les 50%), les yeux rivés quotidiennement sur les statistiques (globale et service par service).

Certains chefs de service dont une partie importante du travail n'est pas télétravaillable (SIP, trésoreries par exemple) ont été rappelés à l'ordre sur les mauvaises statistiques de leurs services et ont été sommés d'expliquer dans le détail quelles tâches n'était pas télétravaillables (ce qui démontre combien la direction connaît notre boulot). Les collègues faisaient et font attention sur leurs lieux de travail et à notre connaissance, aucun cluster important n'a été découvert à la DGFIP Loire. Alors, messieurs les directeurs, un peu de mesure et de souplesse fera le plus grand bien !!!

Un président ne devrait pas dire ça !!!

Dernièrement, dans un entretien accordé le 4 janvier au journal Le Parisien, le président de la République a déclaré « les non vaccinés, j'ai très envie de les emmerder »

On passera sur la vulgarité du langage, à laquelle nous sommes désormais malheureusement habitués...

On passera aussi sur la fâcheuse habitude de ce genre de dérapages pestilentiels, pardon présidentiels.

Nous ne lancerons pas le débat ici de savoir si le pass sanitaire et/ou vaccinal est légitime ou non, si la vaccination doit être obligatoire ou non, ce n'est pas le débat.

Mais ces propos, ce mépris affiché par le président est indigne de sa fonction. La fonction de président l'oblige à rassembler tous les français. Même s'il se rêve quelquefois en monarque jupitérien, il a été élu et devrait être le président de tous les français, et non monter les citoyens les uns contre les autres, en cherchant un bouc émissaire facile à cette crise sanitaire.

Le président semble oublier que les non vaccinés ne sont pas tous des antivax primaires et des complotistes. Près de la moitié d'entre eux sont des gens défavorisés et isolés (personne de plus de 80 ans isolées, personnes déclassées, immigrés ...) qui ont un accès difficile aux soins.



Plutôt que de jeter l'opprobre avec une phrase facile et indigne, ne devrait-il pas, lui et son gouvernement, chercher à accompagner et rassurer cette partie de la population ?

Il est tellement plus facile de faire le buzz en affichant une nouvelle fois son mépris de classe envers des personnes en partie issues des classes les plus populaires

De plus, en menant, comme ses prédécesseurs, une politique ultra libérale pour l'hôpital et considérant celle-ci comme une entreprise, les nombres de lits disponibles continuent à diminuer en pleine crise sanitaire. Continuer cette politique en pleine pandémie est criminel. Ça aussi, c'est pour emmerder les français ???

Entretien d'évaluation

En février et mars se tiendra l'habituelle campagne des entretiens annuels d'évaluation à la DGFIP.

Petit rappel utile : cet entretien n'est en rien obligatoire.

Si vous ne voulez pas y participer, c'est votre droit le plus absolu.

Votre chef ne peut vous obliger à y participer. En cas de non-respect de ce droit par votre chef de service, faites nous signe. On se chargera du rappel à l'ordre !!!

Bonne nouvelle :

Dans le cadre du protocole d'accord signé le 22 octobre 2021, la DGFIP s'était engagée à recruter 30 promotions supplémentaires sur l'examen professionnel. La publication des résultats de l'examen professionnel le vendredi 4 février sur Ulysse n'en tenait pas compte. Solidaires Finances Publiques a interpellé la DG immédiatement et rappelé son engagement pendant le Comité Technique de Réseau.

Les 30 premiers lauréats de la liste complémentaire de l'examen professionnel B en A ont donc été appelés sans délais. Par ailleurs, Solidaires Finances Publiques a demandé à la DG l'appel de toutes les listes complémentaires de tous les autres concours.